

<http://divergences.be/spip.php?article4479>



Comment le boom des centres de données en Oregon attire une crise de l'eau

- Aujourd'hui - 2026 - mars 2026 -

Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Heated](#) November 24, 2025

Amazon est arrivée sur les terres agricoles de l'est de l'État, aggravant un problème de pollution de l'eau lié au cancer et aux fausses couches

Sommaire

- [Le comté de Morrow,\(Oregon\) et](#)
- [Amazon entre en scène](#)
- [Les data centers, un problème](#)
- [Faire fleurir le désert](#)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH224/ap_amazon-data-center-oregon-2048x1150-d5e45.jpg]

Amazon a construit sept centres de données de cloud computing dans le comté de Morrow, Oregon, comme celui-ci à Boardman, depuis 2011.

Le comté de Morrow,(Oregon) et la question de l'eau

Au printemps 2022, Jim Doherty avait sans cesse la même conversation avec les gens de la seule épicerie de Boardman, sa ville natale dans l'est de l'Oregon, ou au dépôt de céréales où il allait chercher de la nourriture pour ses quatre chiens de ranch. Des adultes en bonne santé que ces personnes connaissaient souffraient de troubles médicaux inexplicables, notamment des maladies et des cancers qui touchent généralement les personnes âgées. « C'était assez sinistre », raconte Jim Doherty.

Âgé de 60 ans, large d'épaules, avec une barbichette poivre et sel, Doherty dirigeait un ranch avec sa femme depuis 25 ans lorsqu'il est entré dans la fonction publique en 2016, remportant un siège au conseil des commissaires du comté de Morrow, composé de trois personnes.

Ce qui ressortait de ces conversations, c'était la façon dont les gens les reliaient à un problème lié à l'eau dans la région. Doherty savait ce qu'ils voulaient dire : les réserves d'eau souterraines du comté avaient été contaminées par des nitrates, un sous-produit des engrais chimiques utilisés par les mégafermes et les usines de transformation alimentaire où travaillaient la plupart de ses électeurs.

L'aquifère situé sous le comté de Morrow, connu sous le nom de bassin inférieur de l'Umatilla, est la seule source d'eau pour pas moins de 45 000 habitants du comté et des environs, dont la majorité dépend de puits privés qui puisent dans le bassin. Depuis 1991, les régulateurs du département de la qualité environnementale de l'Oregon (DEQ) prélèvent des échantillons dans l'aquifère qui montrent une augmentation lente et régulière des toxines chimiques dans l'eau.

L'eau n'était pas vraiment une priorité politique pour M. Doherty. Il est républicain et se concentrait principalement sur le développement économique et les projets de transport. Jusqu'à ce que, deux ans après le début de son

deuxième mandat, il commence à s'inquiéter en entendant de plus en plus d'histoires de jeunes femmes faisant des fausses couches et d'hommes d'âge moyen souffrant d'insuffisance organique. Les scientifiques estiment que la consommation excessive de nitrates, même en petite quantité, peut nuire considérablement à l'organisme humain ; ils peuvent provoquer des troubles invalidants chez les nouveau-nés et ont été associés à un risque accru de cancer. Doherty ne connaissait pas ces recherches à l'époque, mais il se demandait s'il y avait un lien entre la contamination de l'eau et les conversations qu'il avait régulièrement.

En juin 2022, il a décidé d'agir. Il est allé prélever des échantillons d'eau du robinet dans six foyers choisis au hasard et les a envoyés à un laboratoire voisin. Le laboratoire l'a appelé quelques jours plus tard pour lui expliquer que sa politique était d'informer toute personne dont l'échantillon dépassait la limite fédérale de nitrates dans l'eau potable, fixée à 10 parties par million.

Doherty a demandé quelle famille allait recevoir la mauvaise nouvelle concernant son eau. Mais le technicien de laboratoire l'a corrigé. Ce n'était pas l'un des foyers qu'il avait visités qui avait un puits toxique. C'était les six. Doherty dit avoir acheté 70 kits de test supplémentaires et être reparti une semaine plus tard, frappant cette fois-ci aux portes d'une plus grande partie du comté. Les résultats étaient tout aussi sombres. Sur les 70 puits qu'il a testés, 68 dépassaient le seuil de sécurité, avec une concentration moyenne de nitrates près de quatre fois supérieure à la limite fédérale.

Lorsque M. Doherty a prélevé les échantillons d'eau, accompagné d'un responsable du bureau de santé du comté, ils ont mené une enquête informelle. S'adressant principalement à des ouvriers agricoles et à des ouvriers d'usine qui dépendaient de l'eau de puits, ils leur ont demandé si un membre de leur foyer souffrait d'une ou plusieurs des affections médicales connues liées à l'exposition aux nitrates. Selon Doherty, dans les 30 premières maisons qu'ils ont visitées, ils ont entendu parler d'au moins 25 fausses couches et d'une demi-douzaine de personnes vivant avec un seul rein. « Un homme d'environ 60 ans s'était fait retirer le larynx à cause d'un cancer qui touche uniquement les fumeurs, raconte Doherty, mais cet homme n'avait jamais fumé de sa vie. »

Amazon entre en scène

M. Doherty n'aurait jamais imaginé que ses efforts pour résoudre le problème de l'eau provoqueraient la colère d'un groupe de responsables locaux qui n'appréciaient pas que leur rôle dans la pollution soit remis en question. Il n'aurait jamais imaginé que cela mettrait fin à sa carrière politique, ruinerait ses ventes de bétail et lui causerait un tel stress qu'il perdrait 25 kilos. Il n'aurait pas pu prévoir le scandale politique de plusieurs milliards de dollars qui allait éclater à cause de cette eau contaminée, le recours collectif qui allait en découler, l'intervention du gouverneur de l'Oregon et de l'Agence américaine de protection de l'environnement, le procès civil intenté par le procureur général de l'Oregon, ni les sanctions de la commission d'éthique et du département de la qualité environnementale de l'État. Il n'aurait jamais pensé que les parents de la région seraient terrifiés à l'idée que leurs enfants puissent boire en cachette un verre d'eau empoisonnée provenant de l'évier de la cuisine. Et il n'aurait jamais imaginé qu'une des plus grandes entreprises technologiques au monde, Amazon, pourrait jouer un rôle dans cette crise.

« Le précédent historique ici est Flint, dans le Michigan », explique Kristin Ostrom, directrice exécutive de l'Oregon Rural Action (ORA), un groupe de défense des droits sur l'eau. « En partie à cause de la lenteur de la réponse à la crise, et en partie à cause des personnes touchées. Ce sont des gens qui n'ont aucun pouvoir politique ou économique, et qui ont très peu de connaissances sur les risques. »

Amazon a ouvert le premier centre de données « hyperscale » du comté de Morrow en 2011, un entrepôt de près de 930 m² rempli de rangées de serveurs informatiques. Cette installation dessert la division la plus rentable de

l'entreprise, sa plateforme de cloud computing Amazon Web Services (AWS). La présence d'Amazon a donné un cachet « Big Tech » au district industriel du comté et a diversifié son portefeuille d'investissements, qui ne dépendait plus uniquement de l'agriculture. Amazon a généré plus de 100 millions de dollars de taxes commerciales pour le comté au cours de la dernière décennie.

Désireux de rivaliser avec d'autres communautés rurales cherchant à accueillir des campus de centres de données, les responsables locaux ont offert à Amazon un abattement fiscal de 15 ans pour chaque centre de données hyperscale construit, ce qui représenterait des milliards pour l'entreprise. Depuis, Amazon a construit sept installations de ce type dans la région, et cinq autres sont en cours de négociation.

Amazon avait de bonnes raisons de s'implanter dans un endroit comme le comté de Morrow. Avec 107 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans le domaine du cloud computing en 2024, Amazon Web Services occupe une position dominante avec 30 % du marché. Mais l'entreprise est confrontée à une concurrence féroce de la part de Microsoft, Meta, Oracle et Google. Au troisième trimestre 2024, Amazon, Google, Meta et Microsoft ont augmenté leurs investissements dans les centres de données de 81 % par rapport à l'année précédente, selon le cabinet d'études de marché Dell'Oro Group, et ont déjà dépensé 360 milliards de dollars en investissements au cours des 12 derniers mois. S&P prévoit que la demande de nouvelles constructions devrait doubler d'ici 2030, principalement dans des comtés ruraux comme Morrow, qui dépendent par ailleurs de l'agriculture. Partout dans le pays et dans le monde, les grandes entreprises technologiques se livrent à une course à l'acquisition de terrains pour leurs centres de données. Les enjeux sont importants : une analyse récente de Goldman Sachs a révélé que la technologie de l'IA pourrait générer entre 5 000 et 19 000 milliards de dollars pour l'économie américaine.

Les data centers, un problème

Mais les centres de données posent divers problèmes climatiques et environnementaux, notamment leur impact sur l'approvisionnement en eau. Le volume d'eau nécessaire pour refroidir les serveurs des centres de données – dont la plupart doivent être maintenus à une température comprise entre 21 et 27 °C pour fonctionner efficacement – est devenu un problème national en matière de ressources en eau, en particulier dans les régions confrontées à une pénurie d'eau dans l'ouest du pays. Cette année, une analyse de Bloomberg News a révélé qu'environ « deux tiers des nouveaux centres de données construits ou en cours de développement depuis 2022 se trouvent dans des endroits déjà touchés par un stress hydrique élevé ». Le comté de Morrow est frappé par la sécheresse chaque année depuis 2020. Mais même les régions disposant de réserves d'eau abondantes sont vulnérables à la demande excessive des centres de données. Au début de l'année, l'Agence internationale de l'énergie a indiqué que les centres de données pourraient consommer 1 200 milliards de litres d'ici 2030 dans le monde, soit près du double des 560 milliards de litres qu'ils utilisent actuellement.

Cependant, le volume d'eau n'est pas le problème le plus urgent dans le comté de Morrow. Le problème est la pollution, que les centres de données d'Amazon ont exacerbée depuis leur arrivée.

En réponse à une demande de commentaire, la porte-parole d'Amazon, Lisa Levandowski, a répondu que « le récit apparent » de cette histoire « est trompeur et inexact ». Mme Levandowski a ajouté : « La vérité est que cette région connaît depuis longtemps des problèmes de qualité des eaux souterraines, bien avant l'arrivée d'AWS, et que les agences fédérales, étatiques et locales travaillent depuis des années pour lutter contre les nitrates provenant des engrais agricoles, du fumier, des fosses septiques et des eaux usées des usines de transformation alimentaire. Nos centres de données s'approvisionnent en eau à la même source que les autres membres de la communauté ; nous n'utilisons aucun additif à base de nitrates dans nos processus, et le volume d'eau utilisé et rejeté par nos installations ne représente qu'une infime partie du réseau d'approvisionnement en eau, ce qui est insuffisant pour avoir un impact significatif sur la qualité de l'eau. »

Faire fleurir le désert

Morrow est un endroit improbable pour accueillir un géant de l'agriculture. Essentiellement désertique, son sol poreux et sablonneux n'est propice qu'à quelques types de cultures à racines peu profondes. Pourtant, au cours des dernières décennies, il a été transformé par un groupe de responsables locaux et d'exploitants agricoles entreprenants qui ont utilisé des engrais chimiques pour faire fleurir le désert.

Afin de compenser les conditions arides et de créer davantage de capacité pour les grandes exploitations agricoles, de vastes systèmes d'irrigation ont été construits dans les années 1990 par les responsables du port de Morrow, le centre de transport et de transformation alimentaire du comté situé sur les rives du fleuve Columbia. L'augmentation du débit d'eau a permis aux grandes entreprises agricoles d'utiliser des engrais dans les champs tout au long de l'année. Cela a attiré certaines des plus grandes entreprises laitières et certains des plus grands producteurs d'oignons et de pommes de terre du nord-ouest du Pacifique dans le comté de Morrow. Lamb Weston, qui fournit la quasi-totalité des pommes de terre utilisées pour les frites de McDonald's, s'y est installé. Il en va de même pour Threemile Canyon Farms, l'un des plus grands exploitants laitiers du pays.

L'utilisation massive d'engrais pour cultiver les céréales et nourrir les animaux a eu un coût : la contamination du bassin inférieur de l'Umatilla. En 1992, le DEQ a mesuré une concentration moyenne de nitrate de 9,2 ppm dans un groupe de puits puisant dans le bassin. En 2015, cette moyenne avait augmenté de 46 %, pour atteindre 15,3 ppm. Dans certains puits, le DEQ a constaté des niveaux de nitrate atteignant près de 73 ppm, soit plus de 10 fois la limite fixée par l'État, qui est de 7 ppm.

Chaque jour, les mégafermes et les usines de transformation alimentaire du comté de Morrow envoient des millions de gallons d'eaux usées au port de Morrow. Le port les pompe à son tour vers l'un des nombreux lagons qui contiennent des dizaines ou des centaines de millions de gallons d'eau contaminée. De vastes bassins contenant ces eaux usées sont recouverts de bâches de la taille d'un terrain de football, qui retiennent les solides qui remontent à la surface. Les microbes métabolisent une partie des solides, expulsant du méthane qui s'échappe ensuite par de minces tuyaux de cheminée dépassant des bâches, les flammes vacillant au sommet comme des bougies d'anniversaire. Une fois les déchets solides brûlés, l'eau sous la bâche est chargée de résidus chimiques azotés et les restes d'engrais, du fumier animal et de matières végétales. Sans aucun coût pour les exploitants agricoles, le port pompe ensuite cette eau riche en azote vers les fermes, où l'azote se transforme en nitrates lorsqu'il interagit avec le sol. Il s'agit d'un nouveau processus de recyclage qui allège la charge des eaux usées du port et offre aux fermes un flux constant d'eau fertilisée hautement concentrée pour étendre leur empreinte agricole industrielle.

Lorsque le port pulvérise cette eau sur les exploitations agricoles, une partie des nitrates est absorbée par les cultures, mais le sol sableux et les plantes à racines peu profondes ont une capacité d'absorption limitée avant que les nitrates ne s'infiltrent dans le sol et polluent la nappe phréatique.

« L'aquifère est en fait un immense bac à sable, et l'eau s'y écoule très rapidement », explique Chad Gubala, hydrologue qui a supervisé la surveillance par le DEQ de l'Oregon du permis de rejet des eaux usées du port de Morrow de 2018 à 2022. Une fois que les cultures ont absorbé ce qu'elles peuvent, le reste des nitrates « s'écoule directement [vers le bassin] ».

Selon les experts, l'arrivée d'Amazon a accéléré ce processus. Les centres de données aspirent chaque année des dizaines de millions de gallons d'eau de l'aquifère pour refroidir leurs équipements informatiques, qui sont ensuite acheminés vers le système d'eaux usées du port. Toute l'eau des centres de données est mélangée aux eaux usées sales du lagon, ce qui ne fait qu'augmenter la quantité d'eau que le port doit ensuite rejeter sur les champs. Comme l'explique Greg Pettit, qui a travaillé au DEQ pendant 38 ans et a dirigé le développement de la qualité des eaux souterraines de l'Oregon, explique : « Plus vous arrosez, plus vite vous allez faire passer l'azote à travers le sol et

dans l'aquifère. »

Lagunes d'eaux usées remplies d'eau chargée de nitrates qui est pulvérisée sur les terres agricoles de la région comme engrais. Avec l'aimable autorisation de Food & Water Watch, Oregon Rural Action et Lighthawk.

M. Gubula critique également la manière dont le port a historiquement géré le volume écrasant d'eaux usées, qui consistait notamment à arroser les champs pendant les mois froids de l'hiver, même lorsqu'aucune culture n'était plantée. « Cette idée d'irrigation hivernale était la chose la plus idiote qui soit sur cette terre », dit-il. « Les agriculteurs et les responsables du port ont fait valoir que le maintien de l'irrigation pendant la saison morte était une mesure raisonnable pour garder le sol « dans un état approprié », comme ils l'appelaient, afin qu'il soit prêt pour les semis de printemps et les premières pousses. Eh bien, c'était en fait une connerie, un moyen de maintenir le rejet des eaux usées de leurs installations tout au long de l'année. » (Dans un communiqué de presse publié le 30 octobre, le port s'est engagé à mettre fin à cette pratique cet hiver. La directrice exécutive du port, Lisa Mittelsdorf, a déclaré à Rolling Stone dans un communiqué : « Le Port et le DEQ ont travaillé ensemble pour interdire l'épandage des eaux usées industrielles en dehors de la saison de croissance. »)

L'épandage continu pendant les mois d'hiver a aidé le Port et Amazon à gérer le volume incroyable d'eaux usées provenant des fermes et des centres de données, mais il a déclenché l'alarme chez les analystes du DEQ. La pratique de l'irrigation hivernale « présente un risque important pour [...] les eaux souterraines », a écrit Larry Brown, spécialiste de la santé environnementale au DEQ, dans un e-mail en 2023, résumant les préoccupations qu'il avait partagées avec les administrateurs du DEQ un an plus tôt. « [Elle] doit être supprimée dès que possible. » Les signaux d'alerte ont été ignorés.

À mesure que la nappe phréatique souterraine était contaminée par davantage de nitrates, même l'eau apparemment propre que le port puisait dans les puits les plus profonds de la nappe phréatique « qu'il utilisait pour approvisionner ses gros clients industriels comme Amazon » est devenue polluée. Rapidement, Amazon a utilisé de l'eau pour refroidir ses entrepôts de données avec des nitrates atteignant 13 ppm, soit un niveau supérieur aux limites fédérales et étatiques.

Lorsque cette eau contaminée circule dans les centres de données pour absorber la chaleur des systèmes de serveurs, une partie de l'eau s'évapore, mais les nitrates restent, augmentant ainsi la concentration. Cela signifie que lorsque l'eau polluée a circulé dans les centres de données et est retournée dans le système d'eaux usées, elle est encore plus contaminée, avec une concentration moyenne pouvant atteindre 56 ppm, soit huit fois la limite de sécurité de l'Oregon.

Le 9 juin 2022, Jim Doherty a convoqué une audience publique afin que la commission du comté vote l'état d'urgence pour l'eau potable du comté. Lorsque la nouvelle de la réunion s'est répandue, certains habitants se sont mis en colère, et pas nécessairement à cause de la menace pour la santé. Beaucoup craignaient qu'une déclaration d'urgence n'expose le comté à une intervention du DEQ de l'Oregon ou de l'Agence fédérale de protection de l'environnement, dont les régulateurs pourraient fermer des entreprises pour mettre fin à la contamination.

Les habitants et les exploitants agricoles locaux ont envahi la salle d'audience du tribunal du comté dans la ville de Heppner, et des dizaines d'autres ont suivi la retransmission en direct. « Notre héritage sera ce que nous faisons aujourd'hui », a déclaré M. Doherty à propos du décret d'urgence. Il a fait valoir que le comté devait débloquer des fonds d'urgence pour acheter de l'eau en bouteille pour toutes les personnes vivant avec des puits contaminés et fournir des kits de test aux milliers de résidents qui ne savaient pas encore s'ils buvaient de l'eau polluée.

Melissa Lindsay était l'une des collègues de M. Doherty à la commission du comté, élue la même année que lui. Elle a déclaré avoir des réserves quant à l'état d'urgence, car cela signifierait donner au gouverneur une large autorité sur l'allocation des ressources, les services d'urgence et la communication au public sur la crise. M. Doherty n'était pas

d'accord. Il avait reçu un appel téléphonique de la gouverneure de l'époque, Kate Brown, quelques jours plus tôt, et celle-ci lui avait proposé une aide d'urgence sans condition. « Elle n'a pas dit qu'ils viendraient diriger notre comté », a déclaré M. Doherty.

Cela a suffi à convaincre Lindsay, mais tout le monde n'était pas convaincu lors de la réunion. Les exploitants agricoles, qui représentent 2 milliards de dollars pour l'économie locale, restaient méfiants. Doherty raconte qu'un exploitant agricole a passé 15 minutes lors d'une deuxième réunion à lui dire « à quel point j'étais une personne horrible pour avoir essayé de mettre fin à l'agriculture et à l'industrie agricole locale ».

Les tensions ont mis en évidence la réalité économique du comté de Morrow, où le fossé entre riches et pauvres est extrême. Environ 30 % de la population du comté vit dans des mobile homes, dont la grande majorité dépend de l'eau de puits, et 40 % vit en dessous du seuil de pauvreté. Parallèlement, les 5 % les plus riches gagnent en moyenne 374 000 dollars, soit plus de 20 fois plus que les 20 % les plus pauvres. Ces gestionnaires agricoles et ces dirigeants d'usine ont tendance à vivre dans des McMansions disséminées dans la campagne ou dans des lotissements bien entretenus à Boardman. Contrairement aux routes de gravier pleines de nids-de-poule et aux bungalows penchés où vivent les travailleurs, les nouveaux lotissements ont des rues et des trottoirs fraîchement pavés, et leurs habitants boivent et cuisinent avec l'eau des canalisations municipales qui puisent profondément dans l'aquifère, où l'eau est moins concentrée en nitrates même si les niveaux de contamination commencent à augmenter, même dans les puits les plus profonds.

À la fin de la réunion du 9 juin, la commissaire Lindsay a approuvé la déclaration, une décision qui permettrait de libérer des fonds du comté pour l'achat d'eau en bouteille et inciterait l'État à ouvrir ses propres coffres d'urgence. « La sécurité de l'eau potable de nos électeurs est notre priorité absolue », a déclaré Lindsay. Son vote, ajouté à celui de Doherty, a suffi. Le troisième commissaire, Don Russell, qui avait travaillé au port avant de remporter un siège au conseil du comté, ne s'est pas présenté à l'audience d'urgence.

Grâce aux 250 000 dollars initiaux du fonds d'urgence, le comté a loué des camions-citernes pour que les utilisateurs de puits puissent remplir de grands bidons. Les responsables de la santé ont commencé à distribuer des dépliants bilingues avertissant que les puits pouvaient être contaminés et conseillant aux « les résidents dont l'eau de puits contient un taux élevé de nitrate ne devaient pas faire bouillir leur eau. La cuisson ne permet pas d'éliminer le nitrate ». À la fin de l'été, le comté avait dépensé 500 000 dollars pour résoudre le problème de l'eau, y compris pour des livraisons supplémentaires d'eau en bouteille aux domiciles des résidents. Malgré les inquiétudes concernant l'implication de l'État, le comté n'a reçu que peu d'aide de la part des agences et des législateurs de l'État.

Doherty était particulièrement contrarié que la gouverneure Brown n'ait pas publié de déclaration soutenant le comté. Il a fait pression sur son bureau au sujet des 4 millions de dollars de fonds d'urgence qu'il avait demandés, mais le comté n'a reçu que 881 000 dollars de l'État pour les tests et les kits de filtration d'eau à domicile. Doherty soupçonnait que les lobbyistes représentant les intérêts commerciaux du comté de Morrow travaillaient en coulisses pour contrecarrer une intervention agressive au niveau de l'État.

« C'était la mentalité mafieuse à l'œuvre », dit-il. « Nous allons nous en occuper, ne vous inquiétez pas. Gardez cela dans la famille. » (L'ancien gouverneur Brown a refusé de répondre directement à ces allégations, suggérant plutôt à Rolling Stone de déposer une demande d'accès aux documents publics).

Les membres de West Glen United se réunissent le 27 août 2025 à l'école primaire Sam Boardman pour donner leur avis sur les solutions proposées par le gouvernement du comté de Morrow pour lutter contre la pollution par les nitrates. Oregon Rural Action/Photo fournie.

D'autres agences d'État semblaient se rallier à l'affirmation des exploitants agricoles selon laquelle il ne s'agissait pas d'une situation d'urgence, et que si c'était le cas, la responsabilité de résoudre le problème incombait à l'industrie agricole et non à l'État.

« Pour faire évoluer la situation et ramener la contamination à des niveaux acceptables, il faudra que les agriculteurs, les éleveurs, les propriétaires fonciers, bref tous ceux qui utilisent l'eau ou les terres dans cette région, travaillent dur et trouvent des solutions créatives », a déclaré un porte-parole du DEQ en juin. En septembre 2022, 248 foyers supplémentaires avaient été identifiés comme présentant des niveaux de nitrate supérieurs à la norme de l'État. éleveurs, propriétaires fonciers, en fait de toute personne qui utilise l'eau ou la terre dans cette région », a déclaré un porte-parole du DEQ en juin.

En septembre 2022, 248 foyers supplémentaires présentaient des niveaux de nitrate supérieurs à la limite de sécurité fixée par l'État. Lors d'une autre réunion publique bondée, « les dirigeants du comté et les personnes dont les puits étaient contaminés ont exprimé leur frustration croissante face à l'absence d'intervention directe de l'État dans les témoignages publics », a écrit un journal local dans son reportage. Malgré plusieurs invitations, le gouverneur Brown n'était pas présent, pas plus que les représentants du DEQ ou de l'Autorité sanitaire de l'Oregon.

S'adressant à la foule, M. Doherty a souligné l'importance de sensibiliser les enclaves de travailleurs. Certains immigrants de la région, dont beaucoup sont sans papiers, hésitaient à demander de l'aide. Selon plusieurs sources ayant une connaissance directe des incidents, les dirigeants de plusieurs usines de transformation alimentaire et exploitations agricoles ont déclaré à leurs employés que la déclaration d'urgence était une campagne de mauvaise foi qui mettrait en danger leurs emplois. Se rassembler dans les mairies ou parler de la pollution aux journalistes revenait à provoquer la fermeture de son lieu de travail. M. Doherty a tenté de contrer la désinformation : « Nous avons besoin de vous. Nous avons besoin que vous traversiez la rue et que vous parliez à vos voisins », a-t-il déclaré à la foule. « Vous devez parler à vos amis ou, mieux encore, vous faire de nouveaux amis, et leur dire de faire tester leur eau. »

Mais alors que la nouvelle continuait de se répandre dans tout le comté, selon laquelle les habitants avaient potentiellement bu de l'eau contaminée pendant des années, voire des décennies, M. Doherty a été assailli d'e-mails, de SMS et de messages Facebook provenant d'habitants inquiets qui l'encourageaient à lutter contre la pollution. « C'est dans l'évier de la cuisine que nous puisons tous notre vie », a écrit un habitant à M. Doherty. « Faites ce qu'il faut. Vous êtes l'homme de la situation. »

Une autre personne qui venait de déménager l'a contacté. « Mon mari a eu un cancer du rein au début de la quarantaine. Son médecin pensait que c'était dû à une exposition aux herbicides et aux pesticides. Il a perdu un rein, mais il a survécu », a-t-elle écrit. « Lorsque nous avons emménagé ici, les niveaux de toxines dans notre eau potable étaient acceptables. Après le cancer de mon mari, nous avons réalisé qu'ils avaient augmenté au fil des ans. C'est très triste. »

Certaines des plus grandes entreprises agricoles de la région, notamment Tillamook Creamery et Lamb Weston, ont offert un soutien financier aux personnes qui avaient besoin d'eau. Mais elles se sont abstenues de reconnaître qu'elles avaient peut-être joué un rôle dans la crise de l'eau. (Tillamook n'a pas répondu aux multiples demandes de commentaires de Rolling Stone sur cette affaire. Lamb Weston a répondu dans un communiqué que « même si, comme l'a confirmé le DEQ de l'Oregon, seul un très faible pourcentage des nitrates est attribuable à l'épandage des eaux utilisées dans la transformation des aliments, nous nous engageons à faire notre part pour protéger la salubrité de l'eau potable dans la région. Entre autres mesures, nous améliorons le traitement de l'eau afin de réduire la teneur en azote de nos eaux de process et nous prenons des mesures pour réduire la consommation d'eau, y compris la quantité d'eau de process finalement épandue comme irrigation. »)

Le port, qui est supervisé par le comté, a publié à l'époque sa propre déclaration anodine, sans jamais reconnaître son rôle dans le problème. « Le port de Morrow se félicite de la déclaration d'urgence du comté concernant les eaux souterraines », indique la déclaration. « Il s'agit d'un problème communautaire depuis des décennies et il est grand temps de le traiter à l'échelle régionale. Le port est impatient de jouer son rôle dans la recherche de solutions viables. » Lisa Mittelsdorf, directrice exécutive du port, a déclaré dans un e-mail adressé à Rolling Stone que « le DEQ a toujours reconnu que les activités du port avaient un effet minime sur les niveaux de nitrate dans les eaux souterraines du bassin ». Depuis 2011, le DEQ de l'Oregon a émis plus d'un millier d'infractions et infligé plus de 3 millions de dollars d'amendes au port pour avoir pulvérisé de manière excessive de l'eau chargée en nitrate sur des terres agricoles.

Amazon a également versé de l'argent « pour aider les voisins, les familles et les travailleurs touchés par la crise de l'eau », comme l'a indiqué l'entreprise dans un communiqué de presse. Cependant, à huis clos, les membres des équipes juridiques, de communication et AWS d'Amazon ont débattu du coût d'une association avec les exploitants agricoles industriels qui, du moins dans l'imaginaire collectif, étaient à l'origine de la pollution.

« Y a-t-il un risque à associer notre nom à cette cause, ou une raison pour laquelle nous ne devrions pas le faire ? », a écrit un membre du personnel, selon une analyse de centaines d'e-mails internes obtenus grâce à une demande d'accès aux documents publics.

« Il existe toujours un risque potentiel d'association avec la cause », a écrit Roger Wehner, directeur des affaires publiques d'Amazon, tout en soulignant que le don de l'entreprise « offrirait également l'occasion de positionner AWS [comme] une entreprise citoyenne engagée qui agit pour le bien de la communauté ».

Être perçue comme une « entreprise citoyenne engagée » serait utile à Amazon dans le cadre des négociations avec le comité de développement économique du comté de Morrow pour obtenir une nouvelle série d'allègements fiscaux de plusieurs milliards de dollars en vue de la construction de cinq nouveaux centres de données. « Il s'agit d'une opportunité rare et très importante (qui pourrait avoir une influence décisive sur des incitations fiscales de 2 milliards de dollars) dans notre deuxième plus grande région au niveau mondial. ... Nous ne pouvons tout simplement pas laisser passer cette occasion, compte tenu du risque/impact élevé pour l'entreprise », a écrit Hillary Lambert, responsable du développement économique chez AWS, dans le fil de discussion.

« Notre absence [...] sera remarquée non seulement par le public, mais aussi par des parties prenantes très importantes qui 1) détiennent les clés des 2 milliards de dollars d'allègements fiscaux actuellement en cours de négociation pour l'entreprise, 2) contrôlent les acquisitions foncières essentielles pour répondre aux besoins d'approvisionnement, et 3) facilitent l'obtention de nos permis et l'approbation de nos infrastructures d'eau et de fibre optique », a écrit un membre de l'équipe AWS. « Tous ces éléments sont essentiels à la poursuite de notre succès. »

La porte-parole d'Amazon, Lisa Levandowski, a qualifié l'utilisation de ces citations tirées des e-mails de « trompeuses », ajoutant : « Nous investissons et créons des emplois dans l'est de l'Oregon depuis avant même le lancement de nos centres de données dans cette région. Toute suggestion selon laquelle notre soutien pendant cette situation d'urgence était lié à des négociations fiscales ou à des autorisations réglementaires déforme la réalité : notre réponse était motivée par notre engagement envers le bien-être de la communauté. »

Doherty n'a pas été surpris par les messages d'entreprise et le soutien philanthropique d'Amazon et des autres grands acteurs industriels du comté de Morrow. Il était dans leur intérêt de s'attirer les faveurs du public, surtout si cela leur permettait d'éviter tout engagement à modifier les pratiques de gestion des eaux usées qui continuaient d'aggraver la crise.

Mais les cadres supérieurs n'étaient pas les seuls à suivre de près la déclaration d'urgence de M. Doherty. En coulisses, de puissants responsables locaux coordonnaient leur propre réponse.

La transformation du comté de Morrow, qui est passé d'une région rurale isolée à une puissance agricole, est à bien des égards l'œuvre d'un seul homme. Gary Neal a été élu directeur général du port de Morrow en 1989, alors que le terminal portuaire était encore une petite structure.

Construit dans les années 1960 pour servir de plaque tournante ferroviaire et maritime afin de distribuer les récoltes et les produits laitiers du comté, il ne comptait qu'un seul quai et quelques transformateurs alimentaires.

C'est là que Neal est entré en scène. Pendant plus de 30 ans, grâce à des subventions et à des obligations à revenu fixe pour financer les investissements dans les infrastructures, Neal a construit des kilomètres de voies ferrées au port afin d'expédier les exportations vers la ligne Union Pacific. Des centaines d'hectares de terrain appartenant au port ont été reclassés à des fins industrielles, raccordés à de nouvelles canalisations d'eau et d'égouts, et alimentés en électricité par des sous-stations installées près du port après que Neal ait fait pression sur les services publics locaux. La création d'espaces prêts à l'emploi pour les nouveaux locataires industriels a permis à Neal d'attirer des entreprises de plus en plus importantes vers des sites offrant « tous les services » dont elles pouvaient avoir besoin, a-t-il déclaré lors d'une réunion du conseil d'administration. (Neal n'a pas répondu aux multiples demandes de commentaires pour cet article.)

Neal a également construit des routes et des systèmes d'irrigation, installé des connexions Internet par fibre optique pour les bureaux commerciaux et étendu un réseau de pompes et de canalisations qui collectaient les eaux usées des exploitants alimentaires et laitiers. En 2017, le port réalisait un chiffre d'affaires annuel de 2,8 milliards de dollars. En 2019, les législateurs de l'État ont adopté une résolution en l'honneur de Neal, soulignant que lorsqu'il avait pris la direction du port, « l'économie locale était en mauvaise posture, avec un taux de chômage élevé » et que grâce à sa « vision et à son leadership », elle était désormais « l'une des régions les plus productives de l'État de l'Oregon ».

Les pompes et les canalisations de Neal ont joué un rôle essentiel dans la réalisation de cette vision. C'est Neal qui a construit les immenses lagunes qui ont permis de recycler efficacement les engrais utilisés par les exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires. Cela a créé une incitation supplémentaire à l'expansion industrielle, car les eaux usées étaient gratuites en échange de leur retrait du port, ce qui a considérablement réduit les dépenses des exploitants agricoles en engrais. « [Nous] réutilisons de manière bénéfique environ 3,6 milliards de gallons par an d'eaux usées industrielles générées par les installations de transformation alimentaire et d'autres installations industrielles », a écrit le port dans une déclaration de 2022 vantant son programme de traitement des eaux usées. L'eau chargée de produits chimiques « fournit aux agriculteurs locaux un service précieux », en leur livrant « des eaux usées riches en nutriments... dans cette région déficitaire en eau ».

Un parc d'engraissement et des bassins de déchets dans le comté de Morrow, qui est essentiellement une région désertique, mais qui a été irriguée pendant des décennies pour faciliter la croissance des fermes industrielles. Parmi celles-ci figurent de grands noms, tels que Tillamook Creamery, qui produit 180 millions de livres de fromage par an, et Lamb Weston, le plus grand producteur de pommes de terre surgelées en Amérique du Nord. Avec l'aimable autorisation de Food & Water Watch, Oregon Rural Action et Lighthawk.

En 1989, Neal a pris place au sein de la Columbia River Enterprise Zone (CREZ), un comité qui décide quelles zones sont désignées pour bénéficier d'incitations au développement commercial. L'octroi d'allègements fiscaux au sein du comité l'a rendu populaire auprès des hommes d'affaires. Parmi les ajouts majeurs au port pendant son mandat, citons Lamb Weston (le plus grand producteur de pommes de terre surgelées en Amérique du Nord, avec une capitalisation boursière de plus de 9 milliards de dollars) et Tillamook Creamery (une entreprise de 1,2 milliard de dollars qui produit 180 millions de livres de fromage par an). Au début des années 2010, le port employait environ

8 450 travailleurs à temps plein, soit une augmentation de 36 % par rapport à 2006.

« Il a pris du sable et de l'armoise et les a transformés en deuxième plus grand port de l'État », a écrit le représentant de l'Oregon Greg Smith, l'un des coauteurs de la résolution rendant hommage à Neal. Smith avait travaillé avec Neal au port avant son élection à la Chambre des représentants de l'État en 2001. « Je pense que peu de gens auraient eu la clairvoyance de Gary », a déclaré J.R. Cook, consultant dans le secteur agricole, lorsqu'il s'est adressé à la commission du comté pour expliquer comment Neal avait utilisé son pouvoir en matière de zonage. « Avec le recul, c'était un coup de génie. »

Neal s'est forgé une réputation de vendeur bureaucratique habile, mais parfois combatif. « Tout le monde savait qu'il ne fallait pas critiquer Gary ou les membres de ses comités », explique Jim Doherty. « Les gens d'ici ont commencé à les appeler la mafia. Il voulait développer le port et conclure ses affaires, et dans l'ensemble, il y est parvenu. S'il avait besoin de l'autorisation de l'État pour construire des canalisations sous l'autoroute, ou quoi que ce soit d'autre, il préférerait enfreindre la loi et payer l'amende plutôt que de perdre du temps et de l'énergie à passer par les voies officielles. C'était sa façon de penser. »

Ces tactiques sont apparues clairement dans les accords visant à agrandir les centres de données d'Amazon. Amazon s'est initialement implantée dans le comté en 2008, trois ans avant l'ouverture de son premier centre de données. La société a accepté de payer 1,6 million de dollars pour 80 acres le long du front de mer du port, à condition que personne impliqué dans l'accord ne puisse reconnaître publiquement la participation d'Amazon, selon Don Russell, qui faisait partie de la commission du comté à l'époque. (Le porte-parole d'Amazon, Levandowski, a qualifié l'utilisation par l'entreprise d'accords de confidentialité « une pratique courante dans l'ensemble du secteur ». Russell n'a pas répondu aux multiples demandes de commentaires.) En recourant à des accords de confidentialité stricts, Amazon a exigé de Neal, qui a effectivement mené les négociations avec le géant technologique, et de ses collègues, qu'ils désignent publiquement le géant de la Silicon Valley sous le nom de VAData, une société holding. Jerry Healy, un commissaire du port impliqué dans l'accord, déclarera plus tard à un enquêteur de la Commission d'éthique de l'Oregon que personne n'était « autorisé à utiliser le mot Amazon ». » (Healy n'a pas répondu aux multiples demandes de commentaires.) Mais il n'a pas fallu longtemps pour que la nouvelle de l'arrivée d'une des plus grandes entreprises mondiales dans le comté de Morrow soit divulguée. « Tout le monde savait de qui il s'agissait », a déclaré Healy.

Lorsque le premier centre de données a ouvert ses portes en 2011, Neal et son équipe faisaient déjà pression sur les législateurs de l'État pour obtenir de meilleurs avantages fiscaux qui profiteraient à Amazon. En 2015, ces efforts ont porté leurs fruits : l'État a adopté le projet de loi sénatorial 611, qui exonérait les centres de données de la taxe d'évaluation centrale. Eileen Sullivan, conseillère en politique publique de l'État pour Amazon, a déclaré devant la commission sénatoriale de l'Oregon chargée des finances et des recettes que ce projet de loi permettait à l'entreprise de construire au moins 11 nouveaux centres de données. « Cela revient à des emplois et à la stabilité », a déclaré Neal aux journalistes. « Cela nous aide à équilibrer notre économie. »

« [Les responsables locaux] savaient dès le départ quelle importance Amazon allait prendre dans le comté de Morrow. Ils le savaient, ils s'y étaient préparés et ils ont vu tout cela se réaliser. C'est incroyable. »

Melissa Lindsay

En 2017, fort de ces nouveaux allègements fiscaux, M. Neal a entamé des négociations secrètes avec Amazon dans le cadre de sessions exécutives CREZ afin d'attirer cinq centres de données supplémentaires d'une valeur de 1,9 milliard de dollars chacun, dont la superficie était deux à trois fois supérieure à celle du premier. Les règles d'allègement fiscal permettraient au comté, au port de Morrow et à la ville de Boardman d'accorder des abattements fiscaux d'une valeur comprise entre 1 et 2 milliards de dollars au géant technologique au cours des 15 prochaines années.

La question était de savoir ce que le comté obtiendrait en échange de cet accord. Alors que les négociations étaient en cours, Melissa Lindsay a rejoint Jim Doherty en tant que nouvelle membre du conseil d'administration de la commission du comté. Agricultrice de quatrième génération possédant 12 000 acres de collines vallonnées à environ 25 miles au sud du port, Lindsay était consciente du succès de Neal sur le front de mer. « L'économie qu'il a essentiellement créée ici lui a apporté beaucoup de pouvoir et de respect », me dit-elle.

Elle était impatiente de travailler avec Neal au sein du comité CREZ qui était en pourparlers avec Amazon.

Son objectif était d'obtenir de l'entreprise qu'elle s'engage à fournir des fonds au district scolaire et aux services d'urgence en échange d'allègements fiscaux. Mais lors des réunions du CREZ, auxquelles participaient les trois commissaires du comté, les dirigeants élus de la ville de Boardman, ainsi que Neal et ses adjoints, qui avaient été nommés à leurs fonctions par les commissaires élus du port, elle a été frappée par la déférence dont tout le monde faisait preuve envers Neal et semblaient soutenir chacune de ses idées et décisions. « Il donnait l'impression d'être le gardien du comté », explique Lindsay.

Tout le monde suivant l'exemple de Neal, Lindsay s'est rendu compte qu'à part elle et Doherty, personne n'était intéressé à tirer le maximum d'Amazon. L'accord, selon Lindsay, était déjà conclu, et Amazon ne ferait que peu de concessions pour obtenir les allègements fiscaux.

Lindsay a fait part de ses inquiétudes à Marv Padberg, un commissaire travaillant sous les ordres de Neal au port. Selon Lindsay, Padberg l'a exhortée à ne pas s'immiscer et à laisser Neal et son équipe travailler avec Amazon à huis clos. « Melissa, tu dois juste trouver la solution la plus simple », lui aurait dit Padberg. (Padberg n'a pas répondu à nos multiples demandes de commentaires.)

Lindsay dit avoir également parlé à Sandy Toms, le maire de Boardman, qui représentait la ville au comité d'entreprise et qui était souvent le premier ou le deuxième à soutenir les propositions de Neal. Selon Lindsay, Toms a balayé ses inquiétudes. (Toms est décédé en 2024.)

« Je n'ai cessé de souligner que nous négocions des milliards de dollars », explique Lindsay. « Mais on s'est contenté de se moquer de moi, de m'accuser d'être jalouse ou de me qualifier de difficile à vivre. »

Elle a noté que ses tentatives pour faire appel à des conseillers financiers ou à des avocats externes afin de négocier au nom du comité ont été rejetées comme inutiles. Finalement, elle a été exclue des discussions sur l'accord avec Amazon. Cette année-là, Amazon a lancé la construction du premier des cinq centres de données, une installation de 18 580 mètres carrés dont la consommation énergétique équivaut à celle de 30 000 foyers et qui bénéficie d'un abattement fiscal de 15 ans d'une valeur de près de 200 millions de dollars.

En 2018, après 29 ans à la tête du port, Gary Neal a démissionné. Son fils, Ryan, a été choisi par les membres élus de la commission portuaire pour lui succéder, un processus de sélection qui a inclus l'avis de Gary sur les candidats potentiels, selon des sources proches de la nomination. Gary est resté au port en tant que conseiller informel, accompagnant fréquemment son fils à des réunions avec des représentants d'Amazon et d'autres clients industriels. (Ryan Neal est décédé des suites de complications liées au Covid en 2022 et a été remplacé par Lisa Mittelsdorf).

« Comment pouvez-vous vivre avec vous-même en sachant que l'eau que vous fournissez aux gens provoque des fausses couches ou des cancers, ou Dieu seul sait comment elle freine la croissance des enfants ?

Kathy Mendoza

Melissa Lindsay, pour sa part, n'a jamais compris pourquoi Neal était si disposé à céder aux exigences d'Amazon. « C'était brutal de voir que nous n'obtenions rien en retour », dit-elle à propos des accords. « Mais on ne pouvait pas

l'arrêter. Quelle que soit l'idée que l'on proposait pour obtenir un meilleur accord, on se heurtait à une résistance extrême. »

En 2008, Pat Lauritsen a quitté Tri-Cities, dans l'État de Washington, pour s'installer à Heppner et rejoindre une entreprise de fibre optique en difficulté appelée Windwave. Vendeuse expérimentée dans le domaine des télécommunications, Pat Lauritsen a fini par prendre la direction de Windwave en tant que PDG afin « d'essayer de faire gagner de l'argent à l'entreprise au lieu de la voir perdre sans cesse », explique-t-elle.

Certaines de ces pertes étaient dues à la structure organisationnelle inhabituelle de Windwave. Windwave était une filiale à but lucratif d'une organisation à but non lucratif appelée Inland Development Corporation. La mission d'Inland était de fournir l'internet par fibre optique, dont le besoin se faisait cruellement sentir, aux hôpitaux et écoles ruraux isolés, ce qui n'était pas très rentable ; Windwave était une entreprise commerciale qui fournissait l'internet à des clients industriels et des entreprises privées dans l'est de l'Oregon. Mais pendant des années après la création de Windwave en 2004, les bénéfices ne se sont pas concrétisés.

Lauritsen rendait compte à deux conseils d'administration distincts qui partageaient plusieurs membres et fonctionnaient en grande partie comme un seul organe de contrôle.

Les membres du conseil d'administration, parmi lesquels figuraient Gary Neal, Don Russell, Jerry Healy et Marv Padberg, semblaient toujours sceptiques quant à la survie de Windwave. « À chaque réunion du conseil d'administration, Gary Neal me disait qu'il faudrait des millions d'années avant que nous devenions une entreprise viable », raconte Lauritsen. « Ils ne s'attendaient pas à ce que nous y parvenions un jour. »

Aucun des membres du conseil d'administration n'avait d'expérience dans le domaine des télécommunications commerciales. Ils avaient plutôt été sélectionnés par le prédécesseur de Lauritsen pour leur influence dans l'industrie agricole dominante de la région. « Je ne sais rien de la pose de fibre optique », a déclaré plus tard Healy, qui siégeait à la commission portuaire depuis 1994, à un enquêteur de la Commission d'éthique de l'Oregon. Il a ajouté que Neal et les autres membres du conseil d'administration se concentraient plutôt sur « les performances financières, les comptes de résultat, les bilans, les flux de trésorerie [et] la définition de la politique ». Souvent, lors des réunions du conseil d'administration, les fonctionnaires évaluaient les biens immobiliers liés aux projets de fibre optique en vue d'une éventuelle élimination des eaux usées du port. « Dès le début, je me suis dit : « Oh, ça ne semble pas très bon » », raconte Lauritsen.

En 2010, Amazon a signé un contrat de près d'un million de dollars avec Windwave pour l'installation et l'entretien de kilomètres de lignes de fibre optique souterraines pour son premier centre de données. Soudain, Lauritsen a remarqué que les membres du conseil d'administration voyaient Windwave sous un nouveau jour. « Lorsque nous avons franchi un cap et commencé à réaliser de réels bénéfices, Don Russell a déclaré au conseil d'administration : « Oh, nous devons examiner cela, il y a peut-être de l'argent à gagner dans cette entreprise » ».

Pour Amazon, il était extrêmement efficace de faire des affaires dans le comté de Morrow. Gary Neal et ses collègues fonctionnaires ont négocié des allègements fiscaux lucratifs pour les nouveaux centres de données depuis leur poste au conseil d'administration du CREZ, tandis que Neal et les autres supervisaient le conseil d'administration de Windwave, concluant ce qui allait devenir des dizaines de contrats en tant que principal fournisseur de services de fibre optique d'Amazon. De même, en tant que directeur général du port, Neal s'est assuré qu'Amazon n'ait aucun problème à se débarrasser de dizaines de millions de gallons d'eaux usées contenant des nitrates. Le comté de Morrow semblait être devenu un guichet unique pour les centres de données d'Amazon. (Le porte-parole d'Amazon, Levandowski, a déclaré à Rolling Stone : « Nous travaillons avec les responsables locaux dans le cadre de leurs fonctions officielles en tant que représentants de leurs communautés et juridictions. Les discussions sur le développement économique, la planification des services publics et les services d'infrastructure sont traitées par le biais de processus d'approvisionnement et de réglementation standard, avec une

surveillance et une transparence appropriées. »)

Mme Lauritsen affirme qu'elle n'était pas au courant que les membres du conseil d'administration de Windwave négociaient des allègements fiscaux avec Amazon ou géraient les eaux usées du centre de données alors qu'ils concluaient des accords pour la fibre optique Windwave. Elle était trop occupée à travailler 60 heures par semaine pour essayer d'installer suffisamment de chambres fortes souterraines en béton et de conduits de câbles pour répondre à la demande des campus Amazon. En effet, selon Lindsay, la plupart des transactions entre Amazon et les responsables du comté de Morrow ont été gardées secrètes, ces derniers invoquant souvent des accords de confidentialité avec Amazon comme prétexte pour transformer les discussions publiques en réunions privées.

En 2016, Gary Neal et ses associés se sont lancés dans une campagne qui allait transformer Windwave et leur permettre de s'enrichir : ils ont tenté de séparer Windwave d'Inland et d'en faire une société indépendante, dont Neal et les autres responsables seraient propriétaires et associés à parts égales. Lauritsen a supposé que l'idée venait de Neal : « Aucune décision n'a jamais été prise sans que Gary n'ait d'abord donné son avis, puis les autres suivaient », dit-elle.

« Les personnes dont les droits sont bafoués n'ont pas beaucoup de pouvoir, tandis que les responsables de la pollution sont de grandes méga-entreprises qui ont beaucoup de pouvoir. Et cela fait maintenant des décennies qu'elles s'en tirent à bon compte. »

Steve Berman

Lauritsen affirme qu'elle était la seule membre du conseil d'administration de Windwave à s'opposer à la division de l'entreprise en parts égales entre Neal, Healy, Padberg, Russell et Blake Lawrence, un autre membre du conseil qui avait aidé Lauritsen à gérer la construction. (Lawrence n'a pas répondu à nos multiples demandes de commentaires.) Elle a suggéré à la place que l'entreprise soit détenue par ses employés, afin de récompenser l'équipe fidèle qui avait passé des années à construire le réseau de fibre optique devenu l'épine dorsale du centre de données d'Amazon. « Je pensais qu'ils méritaient que cet argent aille à leur plan d'épargne retraite plutôt qu'aux membres du conseil d'administration qui ne croyaient même pas en l'entreprise », explique-t-elle. « J'ai demandé à Gary pourquoi il pensait qu'ils méritaient de posséder l'entreprise et l'argent qu'elle rapporterait, et il m'a répondu : « Ils ont reçu leur salaire, n'est-ce pas ? »

Les tensions entre Lauritsen et les autres membres du conseil d'administration se sont exacerbées lorsqu'elle a refusé leur offre de rejoindre l'entreprise en tant que copropriétaire. « Les statuts constitutifs d'Inland le stipulent clairement : aucun membre du conseil d'administration n'est autorisé à prendre des décisions ou à agir au nom de l'entreprise dans son intérêt personnel », explique-t-elle. Les hostilités n'étaient pas toujours subtiles. Elle se souvient que M. Padberg lui avait un jour conseillé de « faire attention », ce qu'elle avait pris comme une menace. (M. Padberg n'a pas répondu à nos demandes de commentaires.) Mme Lauritsen a démissionné de Windwave en 2017. Lawrence l'a remplacée au poste de PDG, et les cinq hommes ont finalisé le rachat de la société en mai 2018.

La nouvelle de leurs manœuvres financières a fini par être révélée. Une enquête explosive publiée par The Oregonian en septembre 2022 accusait Amazon de « tirer un énorme profit des accords conclus avec les autorités locales ». L'article citait Lindsay et Doherty. « Des incitations ont été accordées », a déclaré Lindsay. « Les autres avantages dont pouvaient bénéficier les personnes présentes à la table des négociations n'étaient pas toujours clairs. » Doherty a affirmé que Neal et les autres avaient « négocié ces accords en coulisses... [se préparant] à engranger des gains exceptionnels ». (Un avocat de Neal a soumis une lettre à la Commission d'éthique de l'Oregon affirmant que Neal s'était récusé de deux discussions sur les activités d'Amazon et que « toutes les informations objectives... démontraient qu'aucune infraction ou violation n'avait été commise pendant la période en question ». Russell a déclaré à The Oregonian que son investissement dans Windwave relevait de ses « affaires privées » et a défendu son approbation des allègements fiscaux accordés à Amazon en se basant sur les contributions

économiques de l'entreprise à la région).

Aucune responsabilité n'a été engagée à l'encontre des personnes impliquées jusqu'en juillet dernier, lorsque le procureur général de l'Oregon, Dan Rayfield, a poursuivi ces hommes (ainsi que trois « administrateurs désintéressés » recrutés par les propriétaires pour approuver la vente par le conseil d'administration d'Inland) devant le tribunal de grande instance, alléguant que ces « leaders communautaires reconnus » avaient « abusé de leur autorité et trahi la confiance du public à des fins d'enrichissement personnel ». Dans un communiqué de presse annonçant le procès, Rayfield a déclaré : « cette organisation à but non lucratif a été créée pour relier les communautés de l'est de l'Oregon, et non pour enrichir discrètement une poignée de responsables à huis clos ».

Dans le procès, Rayfield décrit en détail comment Neal et les autres ont procédé pour s'emparer de Windwave. Leur première étape a consisté à fixer un prix de vente bien inférieur à la valeur réelle de l'entreprise. Pour ce faire, « les initiés » « c'est ainsi que Rayfield décrit Neal, Healy, Padberg et Russell » ont dû contourner le Cogence Group, une société d'expertise financière et d'évaluation d'entreprises, qui avait été engagée pour procéder à l'évaluation de Windwave.

Selon Rayfield, ces hommes ont procédé en dissimulant des informations financières importantes concernant Windwave, à savoir les contrats lucratifs qu'ils négociaient avec Amazon Web Services. Sans ces informations, Cogence a estimé la juste valeur marchande de Windwave à 1,8 million de dollars. Mais les nouveaux propriétaires de Windwave savaient que la valeur de l'entreprise était sur le point de monter en flèche, grâce aux contrats Amazon en cours de négociation.

[Lire la suite](#)

[Toxines et pollution](#)

En mars 2018, une modification de la législation fiscale fédérale a conduit Cogence à augmenter l'évaluation de Windwave à 2,6 millions de dollars. Les membres du conseil d'administration ont acheté Windwave à ce prix deux mois plus tard. Mais ce chiffre était encore bien inférieur à la valeur réelle de l'entreprise. Le procureur général a estimé qu'à l'époque, Windwave valait « au moins 9,5 millions de dollars ». Au total, ils avaient réalisé 6,9 millions de dollars d'économies en cachant des informations à Cogence.

Mais selon Rayfield, ces initiés ont fait plus que simplement dissimuler la valeur de l'entreprise. Ils ont également ignoré les conseils des avocats d'Inland qui leur recommandaient de demander ce qu'on appelle un « avis d'équité » avant l'achat, afin de s'assurer qu'une organisation est traitée équitablement par ses administrateurs. Et ils ont utilisé leur siège au conseil d'administration pour approuver deux prêts à leur propre intention provenant des caisses de l'organisation à but non lucratif Inland afin de couvrir la totalité du prix d'achat de 2,6 millions de dollars. De plus, selon le procureur général, ces prêts selon le procureur général, avaient « des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché [qui] exigeaient un paiement forfaitaire unique du solde du prêt après cinq ans ».

La vente de Windwave n'a pas mis fin à sa relation financière avec Inland, elle l'a même renforcée. Inland a engagé Windwave pour poursuivre « sa mission caritative au service des habitants des zones rurales de l'Oregon » en fournissant des connexions par fibre optique aux « écoles, bibliothèques, hôpitaux, tribunaux, forces de l'ordre et services aux anciens combattants ». » Seulement, Inland devait désormais verser 200 000 dollars par an à Windwave pendant les cinq années suivantes, ce qui lui assurait un million de dollars de revenus supplémentaires en plus de ceux générés par les centres de données Amazon. (Windwave a ensuite presque doublé les frais facturés à son ancienne société mère, gagnant 350 000 dollars auprès d'Inland en 2019, selon les déclarations fiscales de l'organisation à but non lucratif.) Avant que la vente ne soit finalisée, M. Healy a cherché à obtenir une dernière concession, en modifiant les conditions du prêt inférieur au marché afin que Windwave n'ait pas à rembourser le paiement forfaitaire « pendant au moins cinq ans », selon les courriels cités dans le dossier de M. Rayfield.

La séquence des événements est complexe, mais mérite d'être résumée en raison de son audace. Gary Neal et ses partenaires ont arraché le contrôle de Windwave à sa société mère à but non lucratif et l'ont vendue à eux-mêmes, en cachant des informations privilégiées sur des accords lucratifs avec Amazon afin de maintenir le prix bas. Ils ont financé l'achat auprès d'Inland avec l'argent d'Inland elle-même, à des conditions de prêt inférieures à celles du marché, et se sont assurés qu'Inland continuerait à les payer pour les services de fibre optique. Ils se sont également assurés qu'ils n'auraient pas à rembourser cet argent à Inland pendant une décennie, alors même qu'ils gagnaient des millions en tant que nouveaux propriétaires de Windwave.

Le procès civil intenté par le procureur général réclame un minimum de 6,9 millions de dollars de dommages et intérêts à Neal et aux autres propriétaires de Windwave, soit la différence entre le prix de vente initial faussement sous-évalué et la valeur réelle estimée à l'époque. Il vise également à annuler la vente elle-même et à restituer Windwave à Inland. « Il est évident que leurs motivations étaient basées sur le profit et qu'ils étaient prêts à utiliser des informations privilégiées pour faciliter leur désir de gagner de l'argent », explique M. Rayfield. « Il s'agissait d'élus, de personnes occupant des postes de confiance au sein de la communauté, qui concluaient des accords avec Amazon. En même temps, ils savaient que ces accords qu'ils avaient conclus allaient faire exploser les bénéfices de cette société qu'ils voulaient acheter. »

La nouvelle du procès a fait le tour du comté de Morrow en juillet. De nombreux habitants ont été scandalisés, mais aussi soulagés que des fonctionnaires puissants soient enfin tenus responsables d'au moins certains de leurs méfaits, même si ce n'était pas pour la pollution de l'eau. Sur les groupes Facebook locaux, les commentateurs ont exprimé leur dégoût face à « le nuage de corruption et d'exploitation qui se cache derrière tout cela », comme l'a écrit une personne. « Ils siégeaient dans des conseils et des commissions censés représenter le public tout en s'enrichissant secrètement, en utilisant des informations privilégiées sur l'expansion du centre de données d'Amazon qui n'ont jamais été partagées avec le public. » Une autre personne a écrit : « La justice est lente, mais elle finit toujours par arriver. »

Rayfield n'a pas exclu la possibilité d'engager des poursuites pénales, notamment pour fraude, si les preuves qu'il découvre au cours de l'enquête peuvent être poursuivies en vertu des délais de prescription existants. Il a également laissé ouverte la possibilité d'ajouter Amazon comme défendeur dans le procès civil. « Amazon tirait profit des accords commerciaux qu'elle concluait », a-t-il déclaré au journal *The Oregonian*. « Cela a créé une incitation économique à s'implanter dans la région. Ils ont choisi de prendre ces décisions commerciales internes et de s'implanter dans la communauté en se basant sur ces éléments. » (En septembre, les avocats des défendeurs de Windwave ont demandé le rejet de la plainte, invoquant en partie l'approbation par l'État de la vente de Windwave ; quelques jours plus tard, l'avocat a modifié cette requête, reconnaissant que les membres du conseil d'administration de Windwave n'avaient pas fait preuve de transparence concernant leur future collaboration avec Amazon alors que l'accord était en cours de négociation).

Lorsque Melissa Lindsay a eu vent de l'accord Windwave, sa confusion quant aux tactiques de négociation conciliantes de Neal avec Amazon s'est dissipée. « Ils ont littéralement renoncé à l'argent des contribuables pour se remplir les poches. Ils savaient dès le départ quelle importance Amazon allait prendre dans le comté de Morrow », dit-elle. « Ils le savaient, ils l'avaient prévu et ils ont regardé tout cela se produire. C'est fou. »

Melissa Lindsay et Jim Doherty allaient payer le prix fort pour s'être publiquement opposés à Neal et aux propriétaires de Windwave dans leurs relations avec Amazon. En octobre 2022, un mois après la publication de l'enquête de *The Oregonian*, plusieurs alliés politiques de longue date de Neal ont lancé une campagne de destitution contre les deux commissaires. Annetta Spicer, ancienne procureure du comté de Morrow et collaboratrice de longue date de Neal, a déposé la pétition. Elle a présenté les efforts de Doherty concernant la crise de l'eau comme un moyen de gagner des voix parmi les électeurs latino-américains de la région. (Spicer n'a pas répondu aux demandes répétées de commentaires.) « Je n'ai aucun problème avec le fait que les citoyens hispaniques soient traités de manière appropriée », a-t-elle déclaré à *Oregon Public Broadcasting*. « Mais [Doherty] ne va pas jusqu'au

bout et ne résout pas le problème pour eux. »

Des responsables publics et des chefs d'entreprise proches de Neal et de ses partenaires de Windwave ont soutenu la campagne de destitution, en menant des attaques agressives lors d'événements publics et sur les réseaux sociaux contre la personnalité et les motivations de Doherty et Lindsay. La campagne a coïncidé avec une baisse des ventes de l'entreprise d'élevage de Doherty. Lindsay déclare : « Cela a été horrible pour moi et ma famille. Cela a été très douloureux. Ils s'en sont tirés pendant si longtemps. Ils pensaient être intouchables, et ils l'étaient. »

En novembre 2022, les votes ont été exprimés. Les écarts de 165 et 21 voix contre Doherty et Lindsay, respectivement, ont suffi à les démettre de leurs fonctions au sein de la commission du comté, avec effet immédiat.

Doherty et Lindsay n'étaient pas les seuls à subir les conséquences de leurs actes. Avec le départ des deux commissaires, le groupe de défense Oregon Rural Action a intensifié ses efforts pour faire pression sur les législateurs de l'Oregon et la successeure de Brown, la gouverneure Tina Kotek, afin qu'ils interviennent dans le comté de Morrow. En novembre 2023, ils ont accueilli un groupe de représentants de l'État pour une visite des maisons où les puits présentaient des niveaux de nitrate atteignant 45 ppm.

Kathy Mendoza est une habitante de Boardman, dans l'Oregon, dont l'eau est contaminée. Toutes les huit semaines, elle se rend à l'hôpital pour recevoir une perfusion de médicaments qui calment son système immunitaire enflammé. Avec l'aimable autorisation de Kathy Mendoza.

Au cours de la visite, Kaleb Lay, directeur de la recherche et des politiques de l'ORA, a déclaré qu'un de ses collègues avait reçu un appel lui annonçant que son camion était en feu. Le membre de l'ORA s'est précipité vers le véhicule et l'a découvert incendié. Les tracts expliquant comment les habitants pouvaient bénéficier de tests gratuits pour détecter la présence de nitrates avaient été retirés du camion et déchirés, gisant en morceaux dans la rue à quelques mètres de là.

Les pompiers, dont certains avaient publiquement critiqué Doherty et Lindsay, ont d'abord suggéré que l'incendie était d'origine criminelle, un pompier l'ayant déclaré via la centrale de la compagnie et ayant ensuite signalé la présence de térébenthine, un solvant inflammable. Mais le chef des pompiers, Marty Broadbent, m'a dit en novembre que la qualification d'incendie criminel « était une erreur interne de notre part... quelque chose qu'il ne faut jamais dire à la radio ». L'identification de la térébenthine, a-t-il dit, était également une erreur. Il a attribué ces deux erreurs « à l'un des pompiers qui n'avait aucune compétence en matière d'enquête sur les incendies », ajoutant : « Nous avons depuis modifié notre protocole ». Finalement, le service a conclu que l'incendie était accidentel et a clos son enquête.

En novembre 2024, j'ai rencontré une femme nommée Kathy Mendoza chez elle, à Boardman. Elle avait préparé une assiette de biscuits qu'elle avait cuits le matin même, posée sur la nappe rouge de sa table à manger. Des membres de l'ORA étaient également présents. Mendoza a 71 ans et a travaillé pendant 36 ans pour le programme de développement de la main-d'œuvre du comté. Elle a déclaré avoir été contrainte de prendre sa retraite en 2019 en raison d'une affection articulaire et musculaire invalidante qui, selon elle, a été causée par une exposition aux nitrates. « Lorsque Jim a déclaré l'état d'urgence, je lui ai dit que j'étais malade depuis trois ans. Il est venu le lendemain pour faire analyser mon eau, qui contenait 50,9 ppm. Cet été, le taux est passé à 55,7 ppm », a-t-elle déclaré. « Sans ces personnes ici », a-t-elle ajouté en faisant référence à l'ORA, « et sans Jim Doherty qui a tout révélé, je ne sais pas si nous aurions jamais été informés. »

Mendoza dépend d'une livraison d'eau bihebdomadaire de cinq bidons de cinq gallons pour cuisiner tous ses repas et pour boire. Toutes les huit semaines, elle va chercher une perfusion de médicaments qui calme son système immunitaire enflammé. « Comment pouvez-vous vivre en sachant que l'eau que vous distribuez dans les foyers provoque des fausses couches ou des cancers, ou Dieu seul sait comment elle freine la croissance des enfants ?

Comment peuvent-ils faire cela ? Et puis ces gens sortent et se montrent en public. Et ils continuent à gagner de l'argent avec ça, chaque fois que de nouveaux contrats sont signés pour de nouveaux centres de données. »

« Il y a tellement de mauvais acteurs à la fois, », déclare Lay. « Chacun de ces pollueurs porte la responsabilité directe de la pollution qu'il génère et devrait être tenu pour responsable. Mais à un certain moment, il faut aussi blâmer les policiers qui n'ont pas arrêté les conducteurs en excès de vitesse au cours des 34 dernières années. Toutes ces agences, du DEQ au département de l'Agriculture de l'Oregon, ont un pouvoir réglementaire, mais elles ne l'ont pas utilisé. »

En avril 2024, le DEQ a infligé au port de Morrow une amende de 727 000 dollars pour 880 infractions au permis commises pour avoir pulvérisé de l'eau contaminée en excès sur les champs en hiver entre novembre 2023 et février 2024. Mais le port a poursuivi son application hivernale jusqu'à l'annonce, cet automne, de la suspension de cette pratique. « Il n'y a pas d'autre solution que de fermer les usines de transformation », a déclaré la directrice du port, Lisa Mittelsdorf, à un journaliste en janvier dernier.

Le port a mis en œuvre plusieurs stratégies pour atténuer la crise de l'eau, notamment l'achat d'une ferme laitière de 5 300 acres l'année dernière afin d'étendre son déversement d'eaux usées. Le DEQ a autorisé le port à modifier son permis en octobre 2024 afin de poursuivre l'application hivernale sur la nouvelle propriété, mais l'agriculteur qui détient toujours un bail sur le terrain de l'ancien propriétaire n'avait pas accordé au port l'autorisation nécessaire pour pulvériser les champs.

En décembre 2024, le port a lancé un ultimatum dramatique au bureau du gouverneur : si le gouverneur n'intervenait pas avec un décret d'urgence suspendant le DEQ de l'imposition d'amendes pour le rejet illégal d'eau contaminée pendant la saison hivernale,

le port cesserait d'accepter les eaux usées des opérateurs industriels. Invoquant la crainte que cette mesure n'entraîne « le licenciement de milliers de travailleurs, ce qui causerait un préjudice économique considérable à la région et à l'État de l'Oregon », le gouverneur a accédé à la demande du port, lui permettant de pulvériser de l'eau contaminée sans amende pendant une période de six semaines à compter de janvier 2025. « Nous devons trouver un équilibre entre la protection de milliers d'emplois dans la région, l'approvisionnement alimentaire national et les utilisateurs de puits domestiques pendant cette courte période », a expliqué le gouverneur Kotek dans une déclaration ultérieure.

Le port attend désormais l'approbation d'une subvention fédérale de 432 millions de dollars qui pourrait permettre la construction de réservoirs supplémentaires pour le stockage des eaux usées ainsi que de nouvelles installations visant à réduire à terme les niveaux de nitrate dans les eaux usées. Parallèlement, Amazon a versé de l'argent au port pour aider à compenser le coût élevé de ses violations de permis et a fait des dons à la communauté, notamment 850 000 dollars au SAGE Center, un musée local qui propose un environnement d'apprentissage Amazon appelé AWS Think Big Space.

Depuis la déclaration publique de l'état d'urgence hydrique en 2022, un nombre croissant d'habitants du comté de Morrow sont frustrés par le manque de responsabilité. Beaucoup d'habitants estiment que le procès intenté par le procureur général était un pas dans la bonne direction, mais il portait sur des transactions financières intéressées, et non sur l'eau qui avait donné lieu à ces actions. En 2024, avant le procès du procureur général, les enquêteurs de la Commission d'éthique de l'Oregon ont recommandé que Neal, Padberg, Healy et Russell soient sanctionnés pour ne pas avoir divulgué leurs conflits d'intérêts lors de la négociation des transactions avec Amazon au nom du public. La sanction infligée à ces hommes était de 2 000 dollars chacun, mais cela n'incluait pas Neal. Les règles de la commission limitent la portée de toute enquête aux quatre années précédant l'ouverture de l'enquête, qui dans ce cas découlait d'une plainte déposée par un lanceur d'alerte. Cela signifiait que, à l'exception de quelques mois, le mandat de Neal chez Windwave et au Port ne relevait pas de l'enquête du comité d'éthique.

Néanmoins, les enquêteurs ont déclaré avoir découvert une réunion d'octobre 2018 au cours de laquelle il avait été question de l'accord d'allègement fiscal d'Amazon, ce qui semblait justifier une sanction à l'encontre de Neal. C'est au cours de cette réunion que « Neal aurait pu abuser de sa position et omettre de divulguer ses conflits d'intérêts », ont conclu les enquêteurs de la commission dans leur examen préliminaire. Finalement, cependant, le comité d'éthique a rejeté les conclusions de ses propres enquêteurs, au motif que Neal n'avait pas influencé de manière substantielle la réunion concernant Amazon, comme ils l'ont écrit dans un rapport. Amazon et les nouveaux propriétaires de Windwave ont pu continuer à fonctionner comme avant.

Mais tout cela pourrait changer grâce à un avocat de Seattle nommé Steve Berman. Spécialiste des recours collectifs, Berman s'est fait connaître dans les années 1990 lors des procès historiques contre les géants du tabac en obtenant le plus important règlement à l'amiable de ces procès (260 milliards de dollars) au nom d'un consortium d'États, et plus récemment en tant qu'avocat principal représentant les athlètes de la NCAA qui peuvent désormais gagner de l'argent grâce à leur nom et à leur image en participant à des compétitions sportives universitaires.

En février 2024, représentant un groupe de six habitants du comté de Morrow, Berman a intenté une action en justice au niveau fédéral contre le port de Morrow, Lamb Weston et trois autres grands exploitants agricoles pour leur rôle dans la crise de l'eau qui touche la région. Berman m'a confié que le 1er décembre, il ajouterait Tillamook et Portland General Electric, un service public local, à la liste des défendeurs. (Un représentant de PG&E a confirmé que le service public avait reçu « un avis d'intention de poursuite » et a ajouté que l'eau utilisée « dans son usine de Coyote Springs [était] destinée à des opérations de refroidissement sans contact et n'ajoutait pas de nitrates à l'eau fournie par le port de Morrow »). Il est important de noter que la plainte de Berman mentionne également des défendeurs anonymes, que plusieurs sources proches de l'affaire considèrent comme un substitut à la cible principale de Berman : Amazon.

Le 7 mars 2024, Berman et son co-conseiller local, Michael Bliven, ont envoyé à Amazon ce qu'on appelle un avis RCRA, en référence à la loi de 1976 sur la conservation et la récupération des ressources. Ces avis avertissent d'une action civile en cours et offrent aux défendeurs potentiels la possibilité de réparer les dommages dans un délai donné. La notification RCRA de Berman et Bliven exigeait qu'Amazon « cesse immédiatement tout stockage, transfert et élimination inappropriés des eaux usées industrielles dangereuses et répare les dommages causés par votre entreprise » dans un délai de 90 jours. Berman affirme qu'Amazon n'a pris aucune mesure.

(Interrogé au sujet de l'avis RCRA, Amazon a renvoyé Rolling Stone à sa réponse initiale à cet article. Dans cette réponse, l'entreprise a souligné que ses centres de données n'ajoutaient pas de nitrates à l'approvisionnement en eau et a vanté la création d'emplois et un investissement de « 39,2 milliards de dollars dans la communauté depuis 2011 ».

« Aux États-Unis, le fait que l'eau que vous buvez provenant de vos puits ou de votre ville soit propre et non contaminée est considéré comme un droit civique fondamental », explique M. Berman. « Et ce droit est actuellement bafoué ici. »

Si M. Berman inclut Amazon, il semblerait dans l'intérêt de l'entreprise de conclure un accord à l'amiable avant le procès, ne serait-ce que pour limiter les retombées négatives en termes de relations publiques qui résulteraient d'un long procès collectif très médiatisé. Des semaines de couverture médiatique dévoilant la menace que représente le centre de données pour la santé publique compliqueraient la situation pour Amazon, qui poursuit son déploiement agressif de nouveaux centres de données dans les communautés agricoles rurales à travers le pays. Les liens entre Amazon avec Windwave ne font qu'aggraver la situation : leurs représentants ont engagé des négociations avec des fonctionnaires publics en violation des règles éthiques de l'État, tout en versant des millions de dollars à une entreprise dont les dirigeants sont aujourd'hui poursuivis par le procureur général de l'État.

Une semaine avant que le procureur général de l'Oregon ne dépose la plainte contre Windwave, j'ai eu des informations de sources proches de l'affaire Berman à Boardman. On leur avait dit que le bureau de Berman bureau de Berman était en pourparlers avancés avec Amazon pour conclure un accord à l'amiable de 100 millions de dollars avant le début du procès.

Lorsque j'ai parlé à Berman au début du mois, je lui ai demandé si Amazon cherchait à conclure un accord à l'amiable. Berman a refusé de répondre officiellement, affirmant qu'il ne pouvait faire aucun commentaire sur les négociations ou les discussions avec les défendeurs actuels ou passés tant que l'affaire était en cours. Amazon n'a pas répondu directement aux questions concernant un accord en cours. Si un accord était en phase finale, le tribunal émettrait des ordonnances scellées afin qu'un juge fédéral supervise les audiences privées relatives aux termes de l'accord, un processus qui pourrait prendre plusieurs mois, à l'issue duquel les conclusions du tribunal et toutes les preuves présentées seraient rendues publiques.

« Les personnes dont les droits sont violés n'ont pas beaucoup de pouvoir, et les responsables de la pollution sont d'énormes méga-entreprises qui ont beaucoup de pouvoir », explique M. Berman. « Et cela fait maintenant des décennies qu'elles s'en tirent à bon compte. »

Une décision judiciaire apporterait un certain soulagement au comté de Morrow. Mais certains dommages sont difficiles à réparer.

Située sur un terrain de 16 hectares le long d'une longue route goudronnée tranquille, la maison de Jim Doherty, où il vit avec sa femme Kelly, dispose de fenêtres donnant sur le pâturage où paissent leurs bovins. Les Doherty sont à proximité de dizaines de propriétés dont les puits sont contaminés. Lorsque je leur ai rendu visite en novembre 2024, cela faisait plus d'un an que l'eau des Doherty avait été testée « chaude », comme l'a décrit Jim. Pourtant, Kelly plonge régulièrement une bandelette de test rapide dans son café du matin, par mesure de sécurité. « Il y a 14 personnes qui vivent sur ma route », dit Kelly. « Je pense que neuf d'entre elles ont actuellement un cancer. »

Le fils des Doherty, Bryce, vit à quelques kilomètres de là.

Lui et sa femme ont acheté leur terrain en 2018, construit une nouvelle maison et foré un puits qui n'avait pas été testé positif à la contamination par les nitrates au moment où ils ont emménagé. Ils étaient impatients de fonder une famille. Mais deux ans après leur emménagement, ils ont subi une fausse couche. Lorsque cela s'est produit, Kelly dit avoir demandé à Bryce de faire analyser leur eau. « Et il m'a répondu : « Maman, nous venons de construire la maison, tout est indétectable' », se souvient-elle. « Je lui ai dit : "Bryce, fais analyser cette fichue eau." Finalement, il l'a fait. Le résultat était de 27 ppm, soit près de quatre fois la limite autorisée dans l'Oregon.

« Ils se sentent coupables d'avoir peut-être perdu ce bébé parce qu'ils ne sont pas retournés vérifier l'eau », dit-elle. « Je lui ai dit : « Écoute, tu ne savais pas. Personne ne savait. » »